

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/M/75

3 décembre 2004

(04-5333)

Conseil du commerce des services

RAPPORT DE LA RÉUNION DU 26 NOVEMBRE 2004

Note du Secrétariat¹

1. Le 26 novembre 2004, le Conseil du commerce des services a tenu une réunion présidée par l'Ambassadeur Peter Brño (République slovaque). L'ordre du jour de cette réunion est présenté dans le document WTO/AIR/2449.
2. Le Président a dit que, au titre des "Autres questions", il souhaitait faire deux brèves déclarations concernant les présidents des organes subsidiaires du Conseil du commerce des services pour 2005 et la date de la prochaine réunion formelle du Conseil.
3. Le Président a suggéré d'adopter l'ordre du jour tel qu'il avait été distribué, complété des points soulevés au titre des "Autres questions", et de traiter le point E avant le point B comme l'avait demandé une délégation.
4. Le Conseil en est ainsi convenu.
- A. RAPPORTS ANNUELS DES ORGANES SUBSIDIAIRES AU CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES
5. Le Président a dit que, conformément aux procédures de l'OMC concernant la présentation de rapports, le Conseil du commerce des services avait pour tâche d'examiner les rapports annuels de ses organes subsidiaires. Il a attiré l'attention du Conseil sur les rapports suivants qui avaient été adoptés par les différents organes pendant la semaine en cours: Rapport du Comité du commerce des services financiers (S/FIN/12), Rapport du Comité des engagements spécifiques (S/CSC/10), Rapport du Groupe de travail de la réglementation intérieure (S/WPDR/7) et Rapport du Groupe de travail des règles de l'AGCS (S/WPGR/14). Après avoir indiqué qu'il s'agissait de documents purement factuels qui se passaient d'explications, il a suggéré que le Conseil prenne note de ces quatre rapports, étant entendu qu'ils seraient annexés à son rapport annuel dont ils feraient partie intégrante.
6. Le Conseil en a ainsi décidé.
- B. RAPPORT ANNUEL DU CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES AU CONSEIL GÉNÉRAL
7. Le Président a rappelé aux Membres que, conformément aux procédures de l'OMC concernant la présentation de rapports, le Conseil du commerce des services avait pour tâche de rendre compte au Conseil général, en novembre tous les ans, de ses activités ainsi que de celles de ses organes subsidiaires. Il a attiré l'attention du Conseil sur le projet de rapport annuel du Conseil du commerce des services concernant ses activités en 2004, distribué sous la cote S/C/W/244. Il a

¹ Ce document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

indiqué qu'il s'agissait d'un document factuel qui se passait d'explications et que les rapports annuels des organes subsidiaires seraient annexés à ce rapport avant sa présentation au Conseil général. Il a ensuite proposé au Conseil du commerce des services d'adopter le projet de rapport annuel au Conseil général, objet du document S/C/W/244.

8. Le Conseil en a ainsi décidé.

C. NOTIFICATIONS AU CONSEIL AU TITRE DES ARTICLES III:3 ET VII:4 DE L'AGCS

9. Le Président a attiré l'attention du Conseil sur trois notifications de l'Uruguay au titre de l'article III (transparence), objet des documents S/C/N/306 à 308, et sur deux notifications de l'Arménie au titre de l'article VII (reconnaissance), objet des documents S/C/N/304 et 305.

10. Le représentant du Japon a demandé à l'Arménie d'apporter des précisions sur les accords évoqués dans ses notifications, si possible par écrit.

11. En l'absence de l'Arménie, le Président a demandé au Secrétariat de transmettre la demande du Japon à l'Arménie. Il a proposé au Conseil de prendre note de ces notifications et des déclarations faites.

12. Le Conseil en est ainsi convenu.

D. RAPPORT DE L'ALBANIE AU CONSEIL – MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES CONCERNANT LES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATION

13. Le Président a rappelé que, à ses réunions des 5 décembre 2003 et 1^{er} mars 2004, le Conseil du commerce des services avait examiné la demande de dérogation de l'Albanie concernant le report de la mise en œuvre de ses engagements au titre de l'AGCS dans le secteur des services publics de téléphonie vocale internationale. Sur la base du rapport (S/C/21) du Conseil du commerce des services, le Conseil général avait octroyé à l'Albanie la dérogation demandée par décision prise le 17 mai 2004 (document WT/L/567). Selon la décision du Conseil général, il était demandé à l'Albanie de présenter, au plus tard à la dernière réunion formelle du Conseil du commerce des services en 2004, un rapport de situation sur les mesures qu'elle préparait pour remplir ses engagements au titre de l'AGCS.

14. Le représentant de l'Albanie a informé le Conseil que le gouvernement de son pays avait pris des mesures pour retirer à Albtelecom, ainsi qu'il s'y était engagé, l'exclusivité des services publics de téléphonie vocale internationale. Plus de 80 opérateurs étaient actifs sur le marché albanais des télécommunications. Albtelecom et 37 opérateurs ruraux fournissaient des services de téléphonie fixe à environ 255 abonnés. AMC et Vodafone, opérateurs de téléphonie mobile, comptaient 1,1 million d'abonnés. Vingt-neuf fournisseurs d'accès à Internet desservaient quelque 30 000 usagers. Une vingtaine d'opérateurs détenaient une licence pour fournir des services à valeur ajoutée. Il s'y ajoutait cinq opérateurs de téléphonie par cartes prépayées et 15 opérateurs détenteurs d'une licence pour assurer ce service.

15. Le représentant de l'Albanie a dit que le gouvernement de son pays avait pour principal objectif de poursuivre la libéralisation du secteur des télécommunications. À cette fin, il avait revu son document d'orientation concernant le développement des télécommunications pour indiquer que les services internationaux de téléphonie seraient ouverts à la concurrence d'ici le 1^{er} janvier 2005 conformément à l'engagement pris par l'Albanie de créer un marché des télécommunications complètement libéralisé. Le délégué a expliqué que le secteur des télécommunications d'Albanie traversait une période de transition entre un marché monopolistique et un marché libéralisé et concurrentiel. Pour assurer le développement durable de ce secteur et pour en améliorer l'efficacité,

compte tenu de la déréglementation et de l'institutionnalisation des instances de réglementation, les centres de décision et les organes de réglementation coopéraient avec des consultants internationaux pour préparer une étude. Cette étude porterait sur le marché effectif des télécommunications en Albanie, la bande des fréquences de téléphonie sans fil, les services de téléphonie fixe dans les zones urbaines ainsi que les nouveaux services de télécommunication. Il s'agissait donc de définir les mesures nécessaires pour améliorer et développer le marché albanais des télécommunications, mesures qui auraient un rapport avec des questions comme l'interconnexion, les tarifs, le coût des services de télécommunication, les obligations des grands fournisseurs et la gestion des fréquences. Non seulement cette étude faciliterait l'élaboration du nouveau document d'orientation sur les services de télécommunication, mais elle aiderait aussi à réviser comme il convenait la Loi sur les télécommunications. Des améliorations seraient apportées sur les aspects suivants: accès aux réseaux électroniques et interconnexion; autorisation des réseaux et services de communications électroniques; cadre normatif des réseaux et services de communications électroniques; universalité du service et droits des usagers par rapport à l'exploitation des réseaux et services de communications électroniques; cadre politique et réglementaire des fréquences radio. Concernant la privatisation, le gouvernement albanais avait pris plusieurs mesures et révisé, par exemple, la Loi sur la privatisation et d'autres textes juridiques pour accroître la part des entreprises. Soucieux de transparence, d'une participation large et d'un libre jeu de la concurrence, il avait approuvé un plan d'encouragement de la privatisation qui comportait la publication d'annonces de privatisation dans trois journaux internationaux, la communication d'une lettre du Premier Ministre aux gouvernements étrangers, et la distribution d'invitations à investir par l'intermédiaire des entreprises étrangères à Tirana et des missions albanaïses à l'étranger. En conclusion, le représentant de l'Albanie a dit que le gouvernement de son pays était déterminé à poursuivre la libéralisation avec toute l'énergie voulue dans le but d'assurer un développement économique durable et d'améliorer le niveau de vie des citoyens.

16. Après avoir remercié l'Albanie de ses précisions, la représentante des Communautés européennes a indiqué que la plupart des renseignements fournis par l'Albanie concernaient la réorganisation et la privatisation du secteur des télécommunications. Elle a noté l'engagement pris par l'Albanie d'ouvrir ce secteur à la concurrence d'ici le 1^{er} janvier 2005, et elle s'est réjouie de voir que le document d'orientation en faisait état. Elle s'est également dite convaincue que cet engagement serait tenu.

17. Après avoir remercié l'Albanie de ces dernières informations sur ses activités de libéralisation des services de télécommunication, la représentante des États-Unis a pris note du fait que ce secteur serait ouvert à la concurrence d'ici le 1^{er} janvier 2005. Remarquant que, dans son rapport, l'Albanie décrivait les mesures générales qui avaient été prises, la déléguée a dit espérer que chacune de ces mesures donnerait les résultats escomptés. Elle a souhaité que, au cours des prochaines réunions sur les services, l'Albanie présente un nouveau rapport confirmant ce qu'elle venait d'annoncer.

18. Le Président a suggéré au Conseil de prendre note des déclarations faites.

19. Le Conseil en est ainsi convenu.

E. EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DE LA SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

20. Le Président a rappelé que la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine prévoyait un examen annuel des mesures prises par cette dernière pour mettre en œuvre l'Accord sur l'OMC et les dispositions connexes du Protocole d'accession de la Chine. Le Comité du commerce des services financiers et le Conseil du commerce des services étaient deux des organes au sein desquels cet examen devait être effectué. À l'issue de cet examen, le Comité du commerce des services financiers devait présenter au Conseil un rapport qui ferait partie du rapport du Conseil au

Conseil général. Le Conseil général réaliserait son propre examen. Le Président a signalé que le Comité du commerce des services financiers avait réalisé et terminé son examen transitoire au titre de la section 18 du Protocole d'accession de la Chine le mardi 23 novembre 2004, et que le Président du Comité avait remis un rapport objet du document S/FIN/13. Il a proposé au Conseil de prendre note du rapport du Comité du commerce des services financiers étant entendu qu'il ferait partie du rapport remis par le Conseil au Conseil général.

21. Le Conseil en a ainsi décidé.

22. Le Président a attiré l'attention du Conseil sur une communication de la Chine (document S/C/W/249) contenant les renseignements à fournir aux termes de l'Annexe 1A du Protocole d'accession de la Chine.

23. Concernant l'examen devant être effectué par le Conseil, il a précisé que le Conseil suivrait la même procédure que celle appliquée pour les examens précédents. Pour commencer, il inviterait la Chine à répondre aux observations et questions contenues dans les communications du Japon (S/C/W/241), des Communautés européennes (S/C/W/242), des États-Unis (S/C/W/243) et du Taipei chinois (S/C/W/245). Les Membres formuleraient des observations et poseraient des questions supplémentaires, auxquelles la Chine aurait l'occasion de répondre.

24. La représentante de la Chine a dit que, depuis la fin de l'examen transitoire précédent, la Chine avait élaboré plusieurs règles et règlements facilitant la libéralisation dans les secteurs des services, dont les *Règles d'application du Règlement relatif aux transports maritimes internationaux*, les *Règles sur l'investissement étranger dans le secteur du transport maritime international*, les *Règles sur l'investissement étranger dans les entreprises publicitaires*, les *Règles sur l'investissement étranger dans le secteur commercial* et la *Politique sur le développement de l'industrie automobile*. Elle a souligné que ces règles et règlements non seulement étaient en conformité avec les engagements pris par la Chine à l'égard de l'OMC, mais comportaient également des mesures de libéralisation volontaires, qui témoignaient de l'esprit d'ouverture de la Chine sur le marché des services. Elle a indiqué que, depuis que la Chine mettait ses engagements à exécution, le volume du commerce des services était en augmentation. En 2003, la valeur totale des importations et exportations de la Chine dans le secteur des services avait dépassé 100 milliards de dollars EU pour la première fois de son histoire, pour atteindre 102 milliards, ce qui faisait de la Chine le neuvième marché des services dans le monde. Plus précisément, en 2003, les importations totales de services s'étaient chiffrées à 55,3 milliards de dollars EU, et les exportations de services à 46,7 milliards, ce qui représentait respectivement une augmentation de 19 et 18 pour cent par rapport à l'année précédente. En conséquence, le déficit commercial de la Chine dans la branche des services s'était élevé à 8,6 milliards de dollars EU en 2003, en hausse de 26 pour cent sur un an. Entre janvier et juin 2004, les importations totales de services s'étaient élevées à 32,27 milliards de dollars EU, soit 27 pour cent de plus que pendant la même période en 2003. Ces chiffres montraient on ne peut plus clairement le degré de libéralisation du marché chinois des services. En 2004, troisième anniversaire de l'accession de la Chine à l'OMC, l'IED dans les services avait fortement progressé. De janvier à juin 2004, il s'était créé en Chine 3 920 entreprises de services à participation étrangère, ce qui représentait une progression de 12,5 pour cent par rapport à la même période un an plus tôt. Ces créations correspondaient à 24,5 pour cent de l'IED total en Chine, lequel s'établissait à 8,29 milliards de dollars EU, en hausse de 6 pour cent sur un an. Plus précisément, en date d'octobre 2004, les sociétés chinoises de distribution avaient reçu pour 4,4 milliards de dollars EU en IED; le pays comptait 282 entreprises de distribution à participation étrangère, qui avaient ouvert 3 852 magasins pour une surface d'exploitation totalisant 8,03 millions de mètres carrés. De nombreux détaillants importants tels que Wal-Mart, Carrefour et Metro s'étaient implantés sur le marché chinois et connaissaient un essor rapide. Wal-Mart et Carrefour, par exemple, avaient été autorisés à ouvrir plus de 55 grands magasins chacun. Dans le secteur des services juridiques, le Ministère chinois de la justice avait autorisé 26 nouveaux cabinets issus de Membres de l'OMC tels que les États-Unis, les

CE, Singapour, le Japon et la Corée, à ouvrir des bureaux de représentation en 2004. Concernant les services de comptabilité, depuis son accession à l'OMC, la Chine avait approuvé l'établissement de trois entreprises chinoises et de neuf succursales de cabinets d'experts-comptables étrangers. Dans le secteur des services d'éducation, 59 établissements et programmes d'enseignement en coopération avec des intervenants étrangers avaient reçu l'aval du gouvernement en 2004, ce qui portait à 851 le nombre total d'établissements et de programmes de ce type. S'agissant des services de construction, le Ministère chinois de la construction avait octroyé en 2004 la qualification de la classe 1 à 42 entreprises du secteur, et approuvé la création de 17 coentreprises d'ingénierie et de services d'études, de deux coentreprises d'urbanisme et de 32 sociétés immobilières à participation étrangère de classe 1. Dans le secteur des services médicaux, entre l'accession de la Chine à l'OMC et juillet 2004, le Ministère chinois de la santé avait approuvé la création de 52 coentreprises médicales. La représentante de la Chine a souligné que les efforts déployés par la Chine pour respecter ses engagements envers l'OMC et pour libéraliser son marché étaient amplement reconnus et appréciés par les investisseurs étrangers et les Membres de l'OMC.

25. Pour répondre aux questions sur les *services de construction*, le représentant de la Chine a d'abord abordé la question des conditions de résidence. Il s'est reporté au paragraphe 14 des Lignes directrices pour l'établissement des listes d'engagements spécifiques dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), qui disaient: "quant à la nécessité d'inscrire dans les listes les prescriptions en matière de résidence, il faudra décider au cas par cas. ... Si elle n'est pas discriminatoire, la prescription en matière de résidence sera soumise aux disciplines de l'article VI:5". Il a indiqué que la *Loi sur la construction* et son *Règlement sur l'administration des services d'ingénierie, de contrôle et d'études dans le secteur de la construction* exigeaient de tous les professionnels de ce secteur l'obtention d'un certificat de qualification professionnelle. Cette obligation s'appliquait également aux fournisseurs de services étrangers en vertu du principe du traitement national. On demandait aux fournisseurs étrangers de rester un certain temps en Chine pour s'assurer qu'ils remplissaient leurs obligations et qu'ils remédiaient aux problèmes techniques liés aux services d'ingénierie. À cet égard, il était également tenu compte de la dimension géographique, importante, que comportait la gestion des projets de construction afin que la qualité et la sécurité des projets soient garanties. S'agissant des entreprises de construction à capital entièrement étranger dont il était question dans le Décret n° 113, le représentant s'est reporté à la *Circulaire sur les questions concernant l'administration des qualifications des entreprises de construction à capital étranger* (Jianshi n° 159-2004). Il a confirmé que l'expérience globale des entreprises étrangères était prise en compte lorsqu'elles demandaient à être qualifiées en Chine. Par ailleurs, il a confirmé que les limites relatives au nombre de gestionnaires de projet étrangers avait été supprimées. Le Décret n° 113 avait été élaboré conformément aux engagements de la Chine dans le domaine des services de construction. Un investisseur étranger pouvait accéder au marché chinois de la construction de deux façons: soit en constituant une entreprise à capital entièrement étranger, soit en créant une coentreprise. La Chine n'avait pas pris d'autres engagements en dehors de ces deux types d'entités. Les sociétés de construction en activité en Chine étaient régies par le système de classement que le Ministère de la construction avait mis sur pied. En vertu du Décret n° 113, les entreprises de construction à participation étrangère et nationales devaient posséder les qualifications voulues et être classées à un certain niveau pour pouvoir être engagées. À ce chapitre, le traitement national avait été intégralement accordé aux entreprises de construction à participation étrangère, et les mêmes conditions s'appliquaient à elles en matière de capital social et de qualifications. Conformément aux engagements pris par la Chine dans le secteur des services de construction, les entreprises de construction à capital entièrement étranger avaient le droit de se livrer à quatre types d'activités.

26. Concernant les *services juridiques*, le représentant de la Chine a d'abord répondu à la question portant sur une des conditions imposées aux cabinets juridiques étrangers, à savoir la "nécessité de fournir des services juridiques" (paragraphe 4 a) de la communication des CE). Il s'est dit d'avis que cette question relevait plus de la réglementation que de l'examen des besoins économiques. Il a dit que la Chine comptait au total 192 bureaux de représentation de cabinets juridiques et que 35 permis

avaient été délivrés en 2004. Cela montrait qu'il n'existait pas de limite au nombre de fournisseurs étrangers de services juridiques. Le délégué a expliqué que cette obligation obéissait au principe de prudence. La protection des droits et intérêts des clients exigeait que les fournisseurs de services juridiques soient compétents et expérimentés. L'obligation de présenter un rapport d'étude de faisabilité participait du même esprit. Concernant la règle d'"un associé par bureau", il a expliqué que le marché chinois des services juridiques, très différent de celui des pays membres développés, n'était pas encore arrivé à maturité et que le mécanisme de fonctionnement des services n'était pas encore au point. La règle en question avait pour but de protéger les intérêts des consommateurs. En réponse à la demande d'éclaircissements sur l'équilibre à trouver entre "la pratique du droit chinois" et "la prise en compte de l'incidence du cadre juridique chinois" (paragraphe 4 b) de la communication des CE), le représentant s'est reporté à la Liste d'engagements spécifiques de la Chine. Il a indiqué que la "pratique du droit chinois" était exclue des engagements de la Chine dans le domaine des services juridiques et que le champ d'activité des bureaux de représentation des cabinets juridiques étrangers était limité aux cinq catégories énumérées dans la colonne de l'accès au marché. Les cabinets juridiques étrangers installés en Chine pouvaient fournir des renseignements sur l'incidence du cadre juridique chinois, mais ils n'étaient pas autorisés à émettre des avis juridiques précis ni à mener des activités de certification en rapport avec l'application du droit chinois.

27. S'agissant des *services de télécommunication*, le représentant de la Chine a commencé par expliquer l'obligation d'avoir un partenaire principal chinois (détenant plus de 30 pour cent du capital) dans une coentreprise (paragraphe 12 de la communication des CE). Compte tenu de la très grande technicité de l'industrie des télécommunications, ainsi que de l'apparition de nouveaux services et de nouvelles technologies dans cette branche, le *Règlement sur l'administration des entreprises de télécommunication à capital étranger* obligeait l'actionnaire majoritaire d'une entreprise de ce type à posséder les qualifications voulues, dans l'intérêt des investisseurs et des consommateurs et pour un développement maîtrisé de l'industrie des télécommunications. C'était pour cette raison que le partenaire principal chinois d'une coentreprise devait détenir plus de 30 pour cent du capital. Cette règle imposait davantage d'obligations aux investisseurs chinois majoritaires tout en limitant les risques pour les investisseurs étrangers. En réponse à la demande de renseignements sur l'interconnexion et les opérateurs de télécommunications dominants, le représentant de la Chine a dit que le *Règlement sur les télécommunications*, le *Règlement sur l'interconnexion entre les réseaux de télécommunication publics* (*Décret n° 9 du Ministère de l'industrie de l'information (MII)*) et d'autres règlements pertinents avaient été publiés et pouvaient être consultés sur le site Web du MII: www.mii.gov.cn. En vertu de ces règlements, les principaux opérateurs de télécommunications étaient tenus d'élaborer des règles sur l'interconnexion, de les soumettre à l'approbation du MII avant de les appliquer, et d'assurer l'interconnexion dans le délai imparti. Ils ne pouvaient opposer de refus aux demandes d'interconnexion présentées par d'autres opérateurs de télécommunications ou opérateurs de réseau privés. Ils ne pouvaient non plus restreindre le droit des usagers d'opter pour les services de télécommunication d'autres opérateurs, à moins d'y avoir été autorisés. Les principaux opérateurs de télécommunications avaient pour obligation de s'assurer que le service d'interconnexion qu'ils fournissaient à d'autres opérateurs était de la même qualité que celui qu'ils fournissaient à leur propre réseau ou à leurs filiales ou succursales. En outre, ils étaient tenus d'assurer une coordination avec les utilisateurs des ressources de numérotage des réseaux de télécommunication. En vertu du *Règlement sur l'interconnexion entre les réseaux de télécommunication publics*, les principaux opérateurs étaient ceux qui possédaient les équipements de base nécessaires, détenaient plus de 50 pour cent du marché des services locaux de téléphonie fixe et étaient en mesure d'influer sensiblement sur l'accès des autres opérateurs au marché. Concernant la restriction pesant sur la revente des services de télécommunication, le représentant de la Chine a dit que cette restriction s'appliquait également aux opérateurs du pays. Compte tenu du niveau de développement du marché chinois des télécommunications, il était encore prématuré de lever cette restriction. S'agissant des services passerelles internationaux, il a indiqué que la Chine n'avait pris aucun engagement à cet égard et que, ainsi qu'il ressortait de sa Liste d'engagements, tous les services de télécommunication internationaux devaient transiter par des passerelles créées avec l'accord des autorités chinoises.

compétentes. Concernant la question de la conversion des codes et des protocoles (paragraphe 11 c) de la communication des États-Unis), il a dit que, du fait du développement rapide de la science et de la technologie, la classification des services de télécommunication n'était une tâche aisée pour aucun Membre de l'OMC. La méthode de classification retenue devait être liée au niveau de développement de chaque Membre, à sa situation économique et à ses mesures administratives, qui variaient sensiblement d'un pays à l'autre. La conversion des codes et des protocoles s'imposait lorsque les critères ou normes en vigueur n'étaient pas uniformes. Elle avait pour but d'assurer l'interconnexion entre des réseaux ou des services utilisant des codes et des protocoles différents. Comme les critères techniques avaient été peu à peu unifiés au niveau international, ce type de service n'était pas demandé en Chine. C'était pourquoi, dans le Catalogue du MII, la "conversion de codes et protocoles" ne figurait pas à la liste des services à valeur ajoutée. Quant à la question sur le nombre de candidatures présentées par des fournisseurs de services de télécommunication étrangers et le nombre de candidatures rejetées ou acceptées, le délégué a renvoyé à la communication de son pays (document S/C/W/249) qui contenait les renseignements à fournir aux termes de l'Annexe 1A du Protocole d'accession de la Chine.

28. S'agissant des *services de courriers*, le représentant de la Chine s'est reporté aux engagements pris par la Chine dans ce secteur au titre de l'AGCS, qui faisaient état des "services de courriers à l'exception de ceux spécifiquement réservés par la loi aux autorités postales chinoises". La Loi chinoise sur les services postaux disposait ce qui suit: "Les services d'expédition et de livraison de lettres et d'articles présentant les caractéristiques d'une lettre seront assurés exclusivement par des entreprises postales". Il fallait donc considérer que les engagements de la Chine concernant les services de courriers étaient limités à la livraison exprès d'objets. Le délégué a toutefois reconnu que le Conseil d'État de la Chine permettait à des opérateurs étrangers d'assurer le service du courrier international sous la responsabilité des autorités postales puisque des entreprises étrangères telles que UPS et FedEx étaient déjà actives sur le territoire chinois. Cette loi non seulement protégeait les intérêts des opérateurs étrangers mais respectait le droit chinois et les engagements de la Chine envers l'OMC. Le représentant a rappelé que la Chine avait donné des explications sur ce point lors d'examen transitoires antérieurs. Depuis lors, les opérateurs étrangers de services de livraison exprès avaient respecté les procédures à suivre pour obtenir l'autorisation des autorités postales chinoises, et leurs activités en Chine avaient continué de se développer. Le délégué a dit espérer que la solution retenue ne donnerait pas lieu à un nouveau problème. Il a souligné que la version définitive de la Loi sur les services postaux serait en conformité avec les engagements de la Chine, y compris ses engagements horizontaux. En réponse aux questions relatives au projet de Loi sur les services postaux en date du 19 juillet 2004, il a dit que ce texte avait pour objet de susciter des réactions pendant le processus de révision de la loi, et ne se voulait pas un texte définitif. Certaines de ces dispositions étaient encore en cours d'examen et de révision, et, par conséquent, il était impossible d'apporter une réponse ferme à certaines questions des Membres quant à savoir, par exemple, si la livraison exprès de lettres de moins de 350 grammes serait confiée à un monopole, quelle serait une bonne définition de la livraison exprès, si le paragraphe 2 de l'article 94 serait retiré du texte final, de quelle manière la procédure d'octroi de licences et son champ d'application seraient réglementés, etc. Le représentant a cependant confirmé que, au moment d'élaborer les dispositions appropriées, la Chine prendrait en considération non seulement la situation en vigueur, mais aussi les expériences vécues par d'autres Membres, et les commentaires émis par tous les intéressés. Il a rappelé que la Loi sur les services postaux révisée n'entrerait pas en contradiction avec les Accords de l'OMC ni avec les engagements de la Chine. Concernant l'établissement d'une procédure d'examen des décisions de l'organe de réglementation, il a dit que le système chinois d'examen administratif et de contentieux constituait un mécanisme de vérification rigoureux ainsi qu'un ensemble de procédures d'exécution par voie administrative, qui valait également pour l'examen des décisions prises par l'organe de réglementation des services postaux. Quant à savoir ce que l'on entendait par service universel, il a confirmé que la Chine en donnerait une définition motivée, sur la base des conditions existantes et de l'expérience d'autres Membres. Il a signalé que "la portée du service universel" et "la portée du

monopole de la Poste" représentaient deux notions différentes, qui ne seraient donc pas confondues dans la version définitive de la Loi sur les services postaux.

29. Pour répondre aux questions sur les *services de distribution*, le représentant de la Chine a commencé par attirer l'attention des Membres sur un avis publié par le Ministère du commerce la semaine précédente concernant la procédure de mise en œuvre du *Règlement sur l'administration de l'investissement étranger dans le secteur de la distribution*. À propos du *Règlement sur l'administration des services de vente directe*, il a signalé que cet instrument était encore en cours de rédaction. Il a confirmé que ces règlements seraient appliqués en conformité avec les engagements de la Chine. Concernant la question d'une participation d'entreprises manufacturières à capital étranger dans le secteur de la distribution par un élargissement de leur champ d'activité (paragraphe 19 a) de la communication des CE), il a confirmé que les services de distribution pouvant être assurés par ces entreprises ainsi élargies ne seraient pas limités par les activités de leurs sociétés mères. Quant à la mesure voulant que les services de distribution de plusieurs produits pour des fournisseurs de services comptant plus de 30 magasins soient assujettis à l'application d'une limite de 49 pour cent pour la part de capital pouvant être détenue par des étrangers, il a confirmé que cette mesure valait uniquement pour les services de vente au détail ainsi qu'il ressortait de la Liste d'engagements de la Chine. Concernant la question de l'utilisation de terrains par des entreprises à capital étranger, le délégué s'est reporté à la loi et au règlement fonciers de la Chine ainsi qu'à ses engagements au titre de l'AGCS pour préciser que la durée maximale d'occupation d'un terrain à des fins commerciales était de 40 ans. Toutefois, les entreprises à capital étranger pouvaient demander une prolongation de cette durée si elles respectaient la loi et le règlement fonciers. Quant à l'obligation faite aux entreprises à capital étranger d'acquitter l'équivalent de 100 pour cent de leur capital social pour pouvoir ouvrir de nouveaux magasins, le délégué a souligné que cette condition s'appliquait également aux fournisseurs de services nationaux. Autrement dit, les entreprises à capital étranger jouissaient du traitement national à ce chapitre.

30. Une des questions posées au sujet du *tourisme* portait sur l'agrément des agences de voyages étrangères. Le représentant de la Chine a fait référence aux *Règles administratives concernant les agences de voyages*, qui stipulaient que l'examen et l'approbation des demandes de création d'une agence de voyages étaient assujettis au plan de développement de l'industrie touristique. Il a expliqué que cette condition s'inscrivait dans le cadre de la réglementation de tout le marché chinois des agences de voyages et ne se voulait pas un obstacle à l'accès au marché. Il a précisé que cette condition s'appliquait de la même manière aux agences de voyages du pays. On dénombrait en Chine cinq agences de voyages à capital entièrement étranger et 13 agences de voyages constituées en coentreprises. En réponse à la question sur la création de succursales par des agences de voyages étrangères, le délégué est revenu sur les engagements horizontaux pris par la Chine pour indiquer que les conditions de création de succursales par des entreprises étrangères étaient "sans restriction sauf si des mesures contraires étaient prises dans des sous-secteurs spécifiques, étant donné que les lois et règlements relatifs aux succursales d'entreprises étrangères sont en cours de formulation".

31. Concernant les *services de transport maritime*, le représentant de la Chine a d'abord dit que les entreprises à capital entièrement étranger n'étaient pas interdites en Chine. Les entreprises étrangères pouvaient ouvrir des succursales sur la base du principe de réciprocité ainsi que l'indiquait la Liste des exemptions de l'obligation NPF. Jusque-là, des entreprises de transport maritime étrangères avaient créé 33 filiales à capital entièrement étranger et 137 succursales en Chine. Puis le délégué a répondu aux questions sur les transporteurs non exploitants de navires ainsi que sur l'importance des marchandises acheminées par ces transporteurs. Après avoir affirmé que, selon lui, l'obligation de fournir une garantie de 800 000 yuan ne présentait pas de caractère contraignant, il a expliqué que cette garantie servait au paiement d'amendes ou au règlement de dettes consécutives au défaut d'exécution des obligations imposées à un transporteur non exploitant de navires qui, par nature, ne possédait aucun navire. Cette catégorie de services désignait les activités de transport maritime international dans lesquelles une entreprise sans flotte acceptait de transporter les

marchandises d'un expéditeur, délivrait ses propres connaissements ou autres documents d'expédition, confiait à des entreprises internationales le transport des marchandises par voie maritime moyennant le paiement de frais de port par l'expéditeur, et assumait les responsabilités d'un transporteur. Les transitaires internationaux désignaient les négociants engagés par les expéditeurs et destinataires de marchandises exportées et importées, qui assuraient des services de transport international et autres services connexes pour le compte de leurs clients et qui en percevaient le prix en leur nom propre ou au nom des expéditeurs. En Chine, l'autorité de réglementation des transporteurs non exploitants de navires était le Ministère des communications, et l'autorité de réglementation du transport international de marchandises était le Ministère du commerce.

32. Au sujet des services aéronautiques, et en particulier des services informatisés de réservation (SIR), le représentant de la Chine a indiqué que le projet de règlement y relatif serait bientôt prêt et que les fournisseurs de SIR nationaux et étrangers pourraient faire part de leurs commentaires. Ce règlement devrait entrer en vigueur en juin 2005.

33. En réponse à la question concernant certaines dispositions de la Loi chinoise sur le commerce extérieur, le représentant de la Chine a confirmé que l'article 49 de cette loi ne prévoyait aucune mesure de sauvegarde précise. Il était dit dans cet article que les autorités compétentes du gouvernement chinois pouvaient mettre sur pied un mécanisme d'alerte et d'intervention en cas d'urgence pour répondre à tout événement imprévu ou inhabituel pouvant survenir dans le cadre d'activités de commerce extérieur et pour préserver ainsi la sécurité de l'économie nationale. Cet article était parfaitement en conformité avec les Accords de l'OMC. Le délégué a confirmé en outre que l'article 45 de cette loi, qui portait sur les sanctions commerciales dans le secteur des services, s'appliquerait dans le respect des obligations de la Chine envers l'OMC.

34. Après avoir remercié la Chine de ses réponses, le représentant du Canada a demandé à recevoir une copie du texte de la déclaration de la Chine.

35. Le représentant des États-Unis a noté que le mécanisme d'examen transitoire (MET) constituait un exercice très important pour la Chine comme pour d'autres Membres, en rappelant qu'il avait été créé en partie parce que la Chine avait pu accéder à l'OMC avant que ses lois et règlements soient tous au point, ce qui signifiait qu'une période de transition lui avait été accordée. Le MET pouvait aider à y voir plus clair dans les efforts de mise en œuvre déployés par la Chine et à lui montrer ce que les Membres attendaient d'elle. Il pouvait également aider à préciser les points d'accord et de désaccord. Après avoir remercié la Chine, au nom de la délégation de son pays, pour le travail accompli en préparation de l'examen transitoire, le représentant a voulu souligner les préoccupations découlant des questions de la délégation et portant sur divers secteurs, dont les services de distribution, de livraison exprès, de transport, de télécommunication et de construction. S'agissant des services de distribution, la délégation attendait d'étudier les règlements évoqués par la Chine. Sachant que les engagements de la Chine relatifs aux services de vente directe seraient effectifs d'ici le 11 décembre 2004 et que le projet de règlement sur les services de vente directe était en cours de rédaction, la délégation s'inquiétait du sens que prenait ce projet de règlement. Elle craignait notamment que ce texte ne soit pas justifié au regard du traitement national, parce qu'il autorisait le porte-à-porte uniquement pour vendre des produits du pays, à l'exclusion des produits importés. Ce projet de règlement laissait également craindre que des obstacles s'opposent à l'exécution des engagements pris par la Chine en matière d'accès au marché. Il s'avérait que le projet de règlement limitait la rémunération des représentants des ventes à 25 pour cent du prix au détail. Il impliquait en outre des obligations concernant le nombre d'installations par municipalité ainsi que la certification des représentants des ventes. Ces dispositions semblaient incompatibles avec les pratiques observées dans ce secteur et rendraient très difficile la vente directe en Chine. La délégation des États-Unis souhaitait trouver avec la Chine une solution à ces problèmes avant que la dernière main soit mise au projet de règlement. Au sujet des services de livraison exprès, après avoir noté que la Chine était encore en train de préparer des modifications à sa Loi sur les services postaux, le

délégué a indiqué que plusieurs points préoccupaient son pays. La délégation craignait notamment que les modifications projetées créent un monopole de la Poste chinoise pour la livraison exprès de lettres de moins de 350 grammes. La délégation était heureuse d'apprendre que, comme la Chine l'avait assuré, les solutions trouvées aux problèmes anciens ne donneraient pas lieu à de nouveaux problèmes et que le texte définitif de la loi irait dans le sens des engagements horizontaux pris par la Chine. Concernant les services de télécommunication, le délégué a précisé que les questions que se posait son pays étaient dues à la lenteur du processus de libéralisation en général. La délégation s'interrogeait plus particulièrement sur l'importance des capitaux exigés, sur la reclassification de certains services à valeur ajoutée et services de base, et sur le choix d'un partenaire dans le cadre d'une coentreprise. Le représentant a indiqué que la Chine n'avait pas encore répondu à trois questions posées par la délégation de son pays. Elles concernaient le délai d'acceptation des commentaires suscités par le projet de loi sur les télécommunications, la liberté de choisir un partenaire dans une coentreprise, et l'engagement pris par la Chine, aux termes du Protocole d'accession, de poursuivre la libéralisation du secteur au cours du nouveau cycle de négociations commerciales. S'agissant des services de construction, la délégation regrettait que les Décrets n° 113 et 114 instaurent apparemment des prescriptions en matière de capital, de personnel et de résidence qui, selon elle, freinaient l'activité et étaient difficiles à respecter. La délégation était en pourparlers avec la Chine sur ces questions et espérait aboutir à des solutions acceptables par tous. Au sujet des services juridiques, le délégué a dit que son pays partageait beaucoup de préoccupations manifestées par les CE.

36. Le représentant du Japon a remercié la Chine de ses réponses détaillées, en ajoutant que la délégation de son pays voyait dans le MET un exercice très utile et qu'elle lui attachait beaucoup de prix. La délégation, qui avait noté combien l'économie chinoise se développait rapidement, pensait que les efforts menés par la Chine pour remplir ses engagements méritaient qu'on leur prête attention. Le représentant a souhaité obtenir le texte de la réponse de la Chine. Les questions écrites posées par la délégation de son pays portaient, entre autres aspects, sur les services professionnels, les services informatiques et connexes, les services de télécommunication, de construction et de distribution, les services touristiques et de transport. Revenant sur les questions relatives aux services de distribution, il a demandé à quel moment seraient publiées les règles ou lignes directrices du *Règlement sur l'administration de l'investissement étranger dans le secteur de la distribution*. La délégation aurait aimé que le projet de ces règles ou lignes directrices soit rendu public pour que chacun puisse s'exprimer. À propos de l'octroi de licences, la délégation a fermement engagé la Chine à ne pas négliger les impératifs de transparence et d'équité. La délégation voulait éviter que l'on se retrouve dans la situation où des licences ne seraient accordées qu'à certains investisseurs étrangers, où les critères et procédures d'octroi de licences ne seraient pas clairs, et où les raisons du rejet d'une demande de licence ne seraient pas rendues publiques. Concernant la vente directe, la délégation souhaitait que le projet du règlement correspondant soit rendu public pour que chacun puisse s'exprimer.

37. La représentante des Communautés européennes a remercié la Chine de ses réponses détaillées et dit qu'elle attendait avec intérêt la distribution de sa déclaration. Selon elle, les informations fournies par la Chine à propos de divers secteurs aideraient à suivre les progrès accomplis. Ayant noté que des projets de règlement étaient en cours de rédaction, elle a dit espérer que leur version définitive serait en pleine conformité avec les engagements pris par la Chine envers l'OMC.

38. La représentante du Taipei chinois a remercié la Chine des efforts qu'elle menait pour remplir ses engagements et de ses réponses détaillées. Elle pensait que le MET était un bon exercice et que tous les Membres avaient intérêt à ce que la Chine remplisse sérieusement ses engagements.

39. En réponse aux préoccupations de certains Membres concernant le processus législatif de la Chine, le représentant de la Chine a dit que le projet de loi sur les télécommunications avait été soumis à l'examen du Conseil d'État. Il a ajouté que le gouvernement chinois devait suivre à la lettre

la procédure législative du pays. Concernant la poursuite de la libéralisation du secteur des télécommunications, il a estimé que cette question devrait être traitée à une autre tribune. S'agissant des services de distribution, il a rappelé qu'un avis avait été publié par le Ministère du commerce, la semaine précédente, à propos de la procédure de mise en œuvre du *Règlement sur l'administration de l'investissement étranger dans le secteur de la distribution*. En réponse aux Membres qui souhaitaient obtenir le texte des réponses de son pays, il a indiqué que la déclaration faite par le chef de la délégation chinoise serait mise à la disposition des Membres et qu'il n'entrait pas dans le cadre du MET de fournir des réponses par écrit. Il a rappelé aux Membres que, comme le stipulait l'Annexe 1A du Protocole d'accession de la Chine, la délégation de son pays avait effectué une communication, qui avait été distribuée sous la cote S/C/W/249. Selon lui, ce document contenait des renseignements de fond complets sur l'exécution des engagements pris par la Chine dans le secteur des services.

40. Le représentant des États-Unis a demandé à la Chine des éclaircissements complémentaires sur la question du choix d'un partenaire dans les coentreprises du secteur des télécommunications.

41. Le représentant de la Chine s'est reporté au *Règlement sur l'administration des entreprises de télécommunication à capital étranger* pour rappeler que l'actionnaire majoritaire étranger d'une coentreprise devait satisfaire aux conditions pertinentes en matière de qualifications.

42. Après avoir remercié la Chine de ses réponses, le Président a suggéré au Conseil, avant de passer au rapport du Conseil général, de prendre note des déclarations faites et de mettre un terme au troisième examen transitoire en vertu de la section 18 du Protocole d'accession de la Chine.

43. Le Conseil en a ainsi décidé.

44. Concernant le rapport du Conseil général, le Président a suggéré au Secrétariat d'établir un rapport factuel indiquant: que, conformément à la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine, le Conseil du commerce des services avait procédé, lors de sa réunion du 26 novembre 2004, au troisième examen transitoire des mesures prises par la Chine pour mettre en œuvre les Accords de l'OMC et les dispositions connexes du Protocole; que des communications écrites avaient été reçues de quatre Membres de l'OMC, à savoir le Japon, les Communautés européennes, les États-Unis et le Taipei chinois; que les détails des discussions étaient donnés dans le rapport de la réunion; et que le rapport (S/FIN/13) du Comité du commerce des services financiers serait intégré au rapport du Conseil.

45. Le Conseil en a ainsi décidé.

F. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'AGCS

46. Le Président a rappelé que, à sa réunion précédente, le Conseil avait poursuivi ses discussions sur la mise en œuvre de l'article VII de l'AGCS. Certaines délégations ayant exprimé le souhait de continuer de discuter de cette question, le Conseil avait convenu d'y revenir. Ayant noté que beaucoup de sujets avaient été abordés lors des réunions précédentes au titre de ce point, le Président a invité les Membres à réfléchir à une meilleure façon d'organiser les débats. Il a rappelé aux Membres que, au cours des réunions antérieures, les discussions s'étaient essentiellement concentrées sur les questions suivantes: 1) amélioration des notifications au titre de l'article VII, 2) délégation de pouvoir, 3) transparence et 4) échange d'informations.

47. Compte tenu de la demande formulée par la délégation indienne avant la réunion, le Président a proposé au Conseil de revenir sur cette question à la prochaine réunion.

48. Le Conseil en est ainsi convenu.

G. MISE EN DISTRIBUTION GÉNÉRALE DES DOCUMENTS

49. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour de la réunion précédente du Conseil à la demande de la délégation des Communautés européennes. Ce point concernait la demande par les Communautés européennes du maintien en distribution restreinte de certaines parties du compte rendu de la réunion du Conseil du 24 juin 2004 (document S/C/M/73), et avait donc un rapport avec l'application de la Décision du Conseil général sur la mise en distribution générale de documents (WT/L/452). Quelques Membres avaient exprimé des réserves à ce sujet lors de la réunion précédente. Le Conseil était convenu que le Secrétariat maintiendrait temporairement le compte rendu S/C/M/73 en distribution restreinte et que le Conseil reviendrait sur cette question.

50. Le Président a dit qu'il avait tenu des consultations à ce sujet. Les délégations consultées avaient suggéré une façon d'appliquer les paragraphes 2 c) et 2 d) de la Décision du Conseil général dans le type de situation dont était saisi le Conseil. Le Président pensait que cette approche pouvait apporter une solution pratique au problème soulevé. À cet effet, il faisait la proposition suivante. Concernant les futures discussions qui pourraient avoir lieu au titre du point de l'ordre du jour prescrit au paragraphe 1 du document S/L/80, le Conseil pourrait convenir d'appliquer comme suit les paragraphes 2 c) et 2 d) de la Décision du Conseil général contenue dans le document WT/L/452. Le compte rendu des débats relatifs à l'article XXI serait distribué dans un document informel peu après la réunion. Sous le point approprié de l'ordre du jour, le rapport de la réunion dirait ceci: "Les déclarations faites sous ce point de l'ordre du jour figurent dans un document informel et seront distribuées sous forme d'addendum au rapport de la réunion une fois conclues les négociations au titre de l'article XXI et approuvées les modifications éventuellement apportées à la liste d'engagements pertinente". Ainsi que le compte rendu l'indiquerait, une fois conclues les négociations et approuvées les modifications éventuelles, les déclarations contenues dans le document informel seraient reprises dans un addendum au rapport de la réunion mis en distribution non restreinte. Le compte rendu formel serait distribué et mis en distribution générale conformément au paragraphe 2 c) de la Décision du Conseil général contenue dans le document WT/L/452. Pour ce qui était du cas examiné, c'est-à-dire celui du compte rendu contenu dans le document S/C/M/73, le Conseil chargerait le Secrétariat de veiller à ce que le compte rendu corresponde à l'application de la Décision du Conseil général de la manière décrite ci-dessus.

51. Le représentant de l'Équateur a souhaité ajouter deux éléments à l'approche proposée par le Président. Premièrement, le document rendant compte des discussions serait distribué *immédiatement* après la réunion. Deuxièmement, tout document ou addendum informel serait distribué dans les trois langues de travail.

52. Le représentant de l'Australie, favorable à la proposition du Président, a précisé que cette dernière serait sans préjudice des éventuelles révisions et modifications de la procédure de mise en distribution générale par le Conseil général.

53. La représentante des États-Unis a dit que la délégation de son pays soutenait la proposition du Président. Selon elle, la solution proposée était compatible avec la Décision du Conseil général sur la mise en distribution générale (WT/L/452). Elle a ajouté que cette solution pourrait aussi avoir des conséquences pour les négociations au titre de l'article XXVIII du GATT, étant donné la nature horizontale de la question. Il importait donc que le Conseil général rectifie la question primordiale concernant les paragraphes 2 c) et 2 d) de sa Décision sur la mise en distribution générale (WT/L/452).

54. Le Président a proposé au Conseil de prendre note des déclarations faites et d'adopter l'approche qu'il venait de proposer.

55. Le Conseil en est ainsi convenu.

H. AUTRES QUESTIONS

56. Le Président est revenu sur ses observations du début de la réunion pour rappeler aux Membres que, conformément aux règles de procédure (documents WT/L/31 et S/L/15), le président sortant du Conseil procédait normalement à des consultations pour la nomination des nouveaux présidents des organes subsidiaires, que ces nouveaux présidents devaient être élus au cours de la première réunion de l'année et qu'ils devaient prendre leurs fonctions à la fin de la réunion. C'est pourquoi il a annoncé que, au début de la nouvelle année, il mènerait des consultations à propos de la liste de nouveaux présidents des organes subsidiaires.

57. Concernant la prochaine réunion du Conseil, le Président a dit qu'elle était censée avoir lieu durant la prochaine série de réunions sur les services, que l'on avait prévu de tenir du 7 au 25 février 2005. Les délégations seraient informées en temps utile des dates exactes de la session ordinaire du Conseil et de la session spécifique consacrée au réexamen des exemptions de l'obligation NPF.

58. Le Président a suggéré au Conseil de prendre note des déclarations faites et de lever la séance.

59. Le Conseil en est ainsi convenu.
